

*Affaires extérieures*

Cela signifie que, dans le cas où on contreviendrait aux règles canadiennes, notre seul recours serait de stopper toutes les livraisons et, à ce moment-là, il sera peut-être déjà trop tard. Nous ne pourrions agir qu'une fois le mal fait, parce qu'aujourd'hui le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait connaître son intention d'abandonner le pouvoir que nous avions de prévenir les coups.

L'ironie de ce dilettantisme en affaires étrangères, c'est qu'il a été pratiqué par un gouvernement qui se prétend particulièrement compétent dans les affaires internationales. Ce qui a mal tourné en politique étrangère, et dans bien d'autres domaines, tient peut-être en partie au fait que les têtes d'affiches politiques du cabinet du premier ministre étaient dotées d'un pouvoir qui dépassait leur compétence, et c'est ce qui a causé chaos et confusion dans la conduite des affaires internationales.

[Français]

Monsieur l'Orateur, ce qu'il y a de pire dans l'évaluation de la conduite de ce gouvernement en matière étrangère c'est qu'il a défait le travail accompli par Lester B. Pearson. Notre parti s'engage à regagner pour le Canada le respect de la Communauté économique internationale, respect qui provient de convictions énoncées de façon précise et d'une direction compétente. La politique étrangère constitue, en essence, le moyen par lequel nous cherchons à conserver notre indépendance et nos libertés. Bien qu'il soit nécessaire qu'elle reflète nos préoccupations domestiques et qu'elle cherche à maintenir notre sécurité, elle doit également refléter le caractère de notre pays, nos valeurs et nos idéaux. En tant que puissance de force moyenne on ne fait pas appel à nous pour refaire le monde à notre image. La politique canadienne peut cependant rechercher une conjoncture internationale dans laquelle nous pouvons poursuivre nos propres intérêts et faire valoir nos propres idéaux.

Lorsqu'on regarde le monde d'aujourd'hui, on constate qu'il n'y a pas de pénurie de problèmes graves. Certains touchent une région comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud; d'autres, le monde dans son ensemble. Une liste sommaire pourrait comprendre la course aux armements, la prolifération nucléaire, des pénuries de nourriture et d'énergie, le fossé grandissant entre pays développés et pays en voie de développement, l'évolution de la Chine et des relations sino-soviétiques, et une diversité de problèmes économiques, dont l'inflation à l'échelle mondiale, le chômage et le déséquilibre de la situation monétaire internationale.

● (1652)

[Traduction]

Nous ne pouvons, comme pays, essayer de résoudre seuls ces problèmes, mais nous pouvons le faire en nous alliant à d'autres pays qui partagent notre point de vue. Cela devrait pouvoir se faire non seulement grâce au genre d'arrangements auquel le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait allusion aujourd'hui mais aussi grâce à notre participation à l'OTAN, au Commonwealth et à la Francophonie.

Il faut accepter, et c'est certainement la position de mon parti, que l'OTAN reste pour le Canada un moyen d'expression de ses politiques en matière d'affaires extérieures et de défense. Notre sécurité nationale exige qu'il n'y ait pas de guerre entre les superpuissances. L'équilibre entre les superpuissances doit être avant tout maintenu en Europe. Nous

avons un rôle à jouer—celui que nous dictent nos intérêts et notre sécurité mais aussi celui qui échoit à un pays qui souscrit à certaines valeurs qui ne sont pas acceptées partout dans le monde. Nous devons être prêts à faire notre part pour défendre et protéger ces valeurs.

De plus, comme la Chambre en est au courant, la participation du Canada à cette alliance lui assure une infrastructure diplomatique de base qui rend possible une consultation et une coopération économiques plus vastes entre les États membres. Naturellement, monsieur, nous avons contracté des engagements de même nature à l'égard de la défense du continent nord-américain.

Notre parti a toujours préconisé que le Canada joue un rôle très actif au sein du Commonwealth, particulièrement en ce qui a trait aux questions d'aide et de développement mais aussi quant au mécanisme consultatif unique en son genre qui est possible grâce au patrimoine commun de ses membres. De même, nous pensons qu'il est très opportun qu'un pays comme le Canada continue à faire des efforts pour établir des liens avec les pays de la Francophonie. C'est peut-être de cette façon que le Canada peut le mieux démontrer au niveau international la richesse et la diversité de son patrimoine. De magnifiques occasions s'offrent au Canada à la fois dans les domaines politique et commercial et il pourrait les saisir pour établir des politiques qui viseraient à renforcer ses liens avec le monde francophone.

J'aimerais dire un mot aujourd'hui du rôle du Canada aux Nations Unies. Nous pensons que notre rôle, au sein de cet organisme international, doit être basé sur notre participation active dans les domaines où notre compétence est certaine, c'est-à-dire dans les questions relatives à la production alimentaire, au droit de la mer, aux télécommunications, au développement et à la coopération économiques et au maintien de la paix dans le monde. Pour être plus efficace, le Canada doit accorder la priorité à la coordination des activités des ministères des gouvernements fédéral et provinciaux et des organismes indépendants sur lesquels les décisions internationales ont une incidence.

Il est essentiel d'apporter des réformes aux Nations Unies. Nous tous acceptons cette institution et lui rendons hommage, et avalisons les buts qu'elle s'est donnés. Mais ce serait rester aveugles à la réalité que de ne pas se rendre compte qu'il nous faut, en tant que pays membre respecté, ne pas passer sous silence les besoins de réforme de certaines des fonctions des Nations Unies. Le public est de plus en plus sceptique, particulièrement dans les démocraties occidentales, quant à la possibilité qu'ont les Nations Unies de régler les conflits qui surgissent quotidiennement et de faire respecter les décisions prises.

A l'Assemblée générale de l'automne dernier, le ministre s'est prononcé de manière énergique et a fortement critiqué plusieurs traits des Nations Unies. Ce genre de discours est certes très louable, mais en tant que responsable de la politique étrangère du gouvernement, le ministre ne se rendrait-il pas plus utile en faisant en sorte que le Canada prenne des initiatives positives aux Nations Unies pour aider à réformer cet organisme?

Voici quelques initiatives que je propose au ministre et au gouvernement. Le programme d'aide des Nations Unies devrait être soumis à des règles rigoureuses, afin que dans la mesure du possible il soit indépendant de toute politique. Nous